

Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 8 au 14 avril 2017

Campagne-élection présidentielle : constant, modéré

Parmi les 55 messages reçus sur l'élection présidentielle, près de la moitié évoque les deux candidats « extrêmes », signe d'une certaine nervosité.

Les récents propos du Chef de l'Etat sur Jean-Luc Mélenchon ont provoqué la colère d'une dizaine de correspondants, furieux de voir le Président « critiquer le seul et véritable candidat de gauche ». Tous se présentent comme des électeurs de 2012 déçus par le mandat et persuadés que le candidat de la France insoumise représente l'unique chance de l'aile gauche française : « vous nous méprisez avec cette déclaration alors que Mélenchon est un grand homme » ; « Hamon est complètement inaudible, Jean-Luc est notre candidat ». Sans aborder les commentaires du Chef de l'Etat, cinq autres Français apportent leur soutien à Jean-Luc Mélenchon. A l'inverse, quelques-uns remercient le Président de la République pour « cette sortie nécessaire » et font également part de leur crainte d'un second tour « entre extrêmes, tout aussi dangereux l'un que l'autre ».

S'ils sont peu cette semaine à apporter un soutien explicite à Marine Le Pen, une demi-douzaine d'électeurs se montrent inquiets quant à « son incapacité à gouverner » : « ses propos sur la rafle du Vel d'Hiv prouvent ses incohérences, son danger et son incapacité à représenter l'Etat ».

La candidature de Benoît Hamon est abordée par une dizaine de correspondants lassés par les multiples défections des membres du PS : « il n'y a plus de parti, les législatives finiront de nous achever ». Ils reprochent également au Chef de l'Etat de ne pas soutenir le candidat du PS : « oui, c'était un frondeur mais c'est une erreur de lui préférer Macron qui n'a rien d'un candidat de gauche ».

De son côté, Emmanuel Macron est plébiscité à six reprises par des requérants convaincus qu'il représente « le renouveau » et la « gauche moderne, dans son temps ».

Les annonces d'abstention et de vote blanc augmentent légèrement en proportion (14%). La moitié réclame la reconnaissance de ces « choix politiques forts » : « le vote blanc ainsi que l'abstention sont des actes politiques portant un message auquel on ne donne aucune importance actuellement en France ».

Enfin, cinq Français « perdus » depuis l'annonce de non-candidature de François Hollande lui demandent des « consignes de vote, claires et assumées ».

A ces correspondances s'ajoutent en outre, chaque semaine plus nombreux, une cinquantaine de messages de remerciements pour le mandat et le bilan du Chef de l'Etat.

Situation en Guyane : modéré mais constant

Pour la 3^{ème} semaine consécutive, une quinzaine de Français, dont beaucoup de Guyanais, ont interpellé le Président sur le mouvement de grève ou pour commenter la réponse de l'Etat.

Si tous s'accordent sur la légitimité des revendications exprimées (« tout ce que réclame la Guyane est légitime » ; « 30 ans de retard structurel » ; « un drame sanitaire et social ») une grande partie des correspondants guyanais s'estiment néanmoins « pris en otage » : « ne nous abandonnez pas. Libérez les routes obstruées par une poignée de camionneurs. Ce mouvement n'est pas soutenu par la population. »

Dans ce contexte, les courriers exhortent le Chef de l'Etat à « ne pas laisser pourrir la situation », en agissant d'une manière ou d'une autre : « donnez les trois milliards ou dégagez les routes. Agissez par pitié ». La parole du Président est jugée indispensable pour calmer « une partie du peuple excédé » et « leur montrer qu'ils existent » : « ils se sentent ignorés ».

Venant de métropole, quelques craintes ont été émises concernant le caractère politique des grévistes (« il s'agit d'un mouvement indépendantiste ») ainsi que des critiques des excuses formulées par la ministre des Outre-mer, aussi bien sur le fond que la forme (l'expression de « peuple guyanais »). La plupart demandent « de la fermeté dans un gant de velours ».

Persécutions des homosexuels en Tchétchénie : faible

Réagissant aux informations concernant l'existence de « *camps de concentration* » de personnes homosexuelles en Tchétchénie, une dizaine de Français « *horriés* » par l'existence de tels « *centres de tortures* » ont demandé au Président de la République d'engager un dialogue avec les autorités russes : « *c'est inimaginable d'être torturé et enfermé en raison de son orientation sexuelle* ».

Affaire Fillon : 1